

Démarche de « relocalisation de la production alimentaire »

Projet de recherche-action sur l'agroécologie de montagne

2015 à 2017

Journée PAT de la FADEAR – 27 novembre 2017

- La démarche globale du projet Agroécologie de montagne

- Partenariat ADEAR05 et CAWR (Centre for Agroecology, Water and Resilience, Université de Coventry, Angleterre)
- **Equipe-projet** composée de paysans ADEAR (entre 3 et 5), une chercheuse indépendante (affiliée au CAWR), un représentant de groupes de consommateurs engagés, un chargé de mission (réunions mensuelles) et **Comité de pilotage** (réunion annuelle)
- Méthodologie : recherche-action participative (sur 3 ans)
- Financements : Fondation de France, ADEME, Région PACA puis DRAAF, DREAL
- Complémentarité entre 3 axes – relocalisation, adaptation et savoir-faire, avec l'entrée « agroécologie paysanne » transversale, et une entrée genre
- Dimension expérimentale, participative, évolutive (recherche-action)
- Allers-retours entre l'action (répondre à des besoins précis) et la dimension recherche (co-produire de la connaissance)
- Apports de plusieurs disciplines (géographie, écologie politique, agronomie, écologie, sociologie, ethnologie, études de genre...)
- Ateliers paysans-chercheurs, binôme paysan-chercheur pour animer les groupes
- Utilisation d'outils de recherche participative (diagrammes de flux, schémas, exercices de visualisation, cartographie participative...)

- Relocalisation de la production alimentaire : les étapes du processus

Année 1 (2015)

- **Diagnostic quantitatif et qualitatif du système alimentaire** du territoire : entretiens (une 60aine au total) sur 4 grandes **productions** (maraîchage, lait, viande, arboriculture) pour comprendre la diversité des systèmes de production, le rapport entre circuits courts et circuits longs, identifier les acteurs de la **transformation**, de la **distribution** (notamment la vente en circuits courts de produits locaux)
- **Organisation de 4 ateliers participatifs** : deux avec des maraîchers.ères, et deux avec des éleveurs laitiers

- Compréhension des **enjeux de filière** : repérage de complémentarités entre filières longues et filières courtes (sur la filière lait par exemple), et mise en évidence aussi des limites des approches filières, qui « masquent » les enjeux de territoire et les complémentarités entre filières au niveau des systèmes de production
- Complémentarités entre l'élevage laitier et l'élevage pour la viande : exemples de fermes ou de formes collectives intéressantes du point de vue de l'agroécologie
- Début d'analyse des rapports de force dans les filières (incomplet à ce stade)

Année 2 (2016)

- Mise en évidence de la nécessité **d'organiser des groupes de producteurs.trices** pour pouvoir avancer sur le terrain, renforcer les capacités d'action collective, créer une base solide
 - **initiation de dynamiques collectives** : le Groupe **Femmes** (une quinzaine de paysannes, groupe multi-production et forte dimension inter-générationnelle, localisé dans le nord du département), le Groupe **Semences** (dans le cadre de l'axe 2 sur l'adaptation au changement climatique, localisé dans le sud du département) et plus tard (en 2017), le Groupe **Fromagers-Fermiers** (3 laits – ovin, bovin, caprin).
 - **soutien à des dynamiques émergentes d'éleveurs/éleveuses** : pour la reprise de deux abattoirs de proximité (St Bonnet-en-Champsaur et Guillestre)
- Relocaliser implique de **commencer par l'existant** : ce qui est produit sur le territoire (comment, où et par qui ?), les outils de transformation, de découpe, d'abattage qui existent (qui les détient, les gère ou les contrôle ?) – et les outils qui manquent –, les lieux de vente (marchés, magasins de producteurs, etc...)
- **Repérage et analyse de 8 initiatives allant dans le sens de la relocalisation alimentaire sur tout le territoire des Hautes-Alpes** (modèles à soutenir ou à reproduire), en identifiant les facteurs de réussite de ces initiatives, leurs limites, et leur lien avec la dimension agroécologique (dans quelle mesure ces initiatives soutiennent des systèmes de production fondées sur le respect des écosystèmes, sur les liens directs producteurs-consommateurs, sur la transmissibilité des fermes) : *Echanges paysans* (plateforme de vente de produits locaux à la restauration collective), *Pays'en Bio* (magasin de producteurs), *marque Guil et Durance* (viande d'agneau), *AMAP 2.0*, *Biocoop Epine Vinette* (BioCoop de Briançon), *Fromagerie SICA de Fontantie* à Château-Queyras, la coopérative *Capr'Alp* (coopérative d'éleveuses et éleveurs caprins-lait), *Mobi-Jus* (presse mobile).
- **Repérage de systèmes innovants** (installations collectives, systèmes mixtes favorisant à la fois le fonctionnement des fromageries artisanales et la pérennisation des fromagers-fermiers, coopération entre acteurs...), de **fermes** ayant des **pratiques exemplaires en agroécologie** (travail du sol, préservation de la biodiversité, associations cultures maraîchères-vergers, races rustiques...)

- **Décision** (tacite) de **concentrer le travail sur les filières courtes**, les filières longues – lait et pomme notamment – étant trop marquées historiquement par des rapports de force, avec des enjeux économiques colossaux et des acteurs « hyper-puissants » (Sodiaal, coopérative fruitière...)
- **Suivi des évolutions dans les filières** : arrivée de BioLait dans le département (qui ouvre des marges de manœuvre importantes), rachat de la société Dufour par un autre acteur de la filière viande, la coopérative Arterris, etc...
- **Analyse** de plus en plus fine **des rapports de force dans les filières et des blocages** politiques, institutionnels, structurels, socio-psychologiques :
 - **politiques** : difficulté des élu.e.s à remettre en question les modèles établis, même lorsque ceux-ci n'ont pas fait leurs preuves (ex. la crise du lait) ; manque de réflexion éthique sur le partage de la valeur ajoutée ; opacité dans la prise de décision, notamment dans les filières longues – ex de La Fermière (rachat par une entreprise privée d'une coopérative laitière, sans information préalable) ; collusion entre acteurs du secteur, au profit d'intérêts privés
 - **institutionnels** : ex : le Conseil départemental du 05 « délègue » son rôle décisionnel dans la mise en œuvre d'une politique agricole et alimentaire à l'échelle du territoire à la Chambre ; soutien à des filières présentant des fortes dépendances à l'export, aux dépens du développement des circuits courts, de la maîtrise des filières et des outils de transformation par les producteurs ; soutien à des marques qui maintiennent le statut quo dans les pratiques agricoles (ex. Hautes-Alpes Naturellement)
 - **structurels** : manque d'outils de transformation sur le département, notamment sur les filières longues particulièrement vulnérables aux aléas des cours mondiaux et au contrôle des grands groupes (notamment filières lait et fruits). A noter, des perspectives encourageantes cependant : soutien des élus locaux et des pouvoirs publics à la remise en route (par un groupe d'éleveurs.euses) d'un abattoir de proximité dans le nord du département
 - **socio-psychologiques** : méfiance (encore tenace dans certaines zones, mais en train de s'estomper dans certaines vallées) par rapport aux pratiques biologiques ; difficultés à envisager un fonctionnement différent du fonctionnement en filière longue, y compris lorsque celui-ci n'est plus rémunérateur et n'assure plus la viabilité économique des fermes ; méconnaissance des filières courtes et de leur potentiel dans le développement de l'agriculture de montagne ; clivages et oppositions (plus ou moins vivaces) entre paysans « du cru » et néo-ruraux ; polarisation autour d'enjeux réputés « écologiques » (ex : le loup, les éoliennes)...

Année 3 (2017)

- **Animation en continu des dynamiques collectives**, en mode recherche-action (binômes paysan-chercheur, utilisation d'outils participatifs) :

- **Groupe Femmes** : formation Comptabilité ; chantiers collectifs sur les femmes ; travail sur l'agroécologie à l'échelle territoriale ; compréhension et valorisation du rôle des femmes dans les processus de relocalisation (production, transformation, vente directe); mise en évidence de l'importance des **réseaux informels d'échange, d'entraide et de partage** de ressources, de matériel, de services, de temps dans l'agroécologie paysanne
- **Groupe Abattoirs de proximité** : appui technique (formation des éleveurs.euses par un éleveur du Diois, sur 4 mois), accompagnement sur la vision du groupe à moyen-terme, renforcement du groupe sur les enjeux commerciaux (en partenariat avec Echanges paysans)
- **Groupe Fromagers-fermiers** : formation technique, réflexions collectives sur les stratégies de vente
- **Efforts sur la communication** : réalisation de courts-métrages sur 3 dynamiques collectives (en interne et via l'émission Reporterre), quelques articles...
- **Elaboration d'un répertoire dynamique de savoir-faire**, basé sur le témoignage de paysans et paysannes haut-alpines, sur des approches techniques, mais aussi des innovations sociales ou des analyses (financement participatif, gestion des parcours)
- **Echanges** de plus en plus réguliers **avec des acteurs institutionnels** (DRAAF, DDT, Lycée agricole...) **et des collectivités locales ou territoriales** (Parc régional du Queyras, Conseil départemental, communes...) autour **d'initiatives existantes ou possibles** (cantines scolaires passant au bio et local, dynamiques positives sur le foncier agricole, démarche expérimentale pour renforcer la visibilité des producteurs.trices locaux sur les marchés...) dans le but **d'initier des collaborations transversales, multi-acteurs, qui pourraient déboucher sur un ou plusieurs PAT** (projets alimentaires territoriaux) à l'échelle du département

Perspectives (2018)

- **Organisation d'un processus de cartographie participative du système alimentaire** des Hautes-Alpes avec l'ensemble des groupes et l'ensemble des acteurs, qui démarrera le 8 janvier 2018 à Gap
- **Ateliers participatifs sur la consommation** (analyse des habitudes alimentaires, des freins que constituent les budgets alimentaires des foyers à faibles revenus, le manque de connaissance sur les producteurs.trices locaux, le manque de temps...) **avec 4 publics-cibles** : associations sportives ou culturelles, foyers habitant en HLM, public scolaire, une collectivité (équipe salariée)
- Mettre en place **un réseau d'échange de savoirs et de savoir-faire en agroécologie**, pour favoriser les conversions et les installations en agroécologie (sur 2 ans)
- **Renforcer la dimension « recherche » dans les groupes et diversifier les partenariats** (associations, collectifs, chercheur.e.s, projets de recherche-action)
 - Groupe Femmes : lien entre alimentation, agroécologie, réseaux informels d'entraide et rôle des femmes dans le système alimentaire, de la production

- à la commercialisation (collaboration avec Pascale Moity-Maïzi, Sup-Agro, anthropologue)
 - Groupe Semences paysannes : volet adaptation au changement climatique (collaboration avec CBNA, Maison des semences, AgriBio04 et avec des climatologues, un écologue et un sociologue)
 - Groupes Abattoirs : comment les abattoirs de proximité peuvent-ils servir à relocaliser les filières viande (création de collectifs d'éleveurs, accompagnement pour la prise en compte des enjeux commerciaux, réflexion sur les races locales et/ou rustiques ; échanges possibles avec l'abattoir de La Mure en Isère et avec Anne-Elène Delavigne en recherche)
 - Groupe Fromagers-fermiers : pas encore suffisamment mûr pour envisager une dimension recherche plus poussée
 - **Travailler sur des actions concrètes avec des communes ou ComCom haut-alpines « partantes » et/ou déjà engagées sur la notion de système alimentaire**, via les questions foncières (identification de terres disponibles pour la production agricole, modification d'un PLU...), la mise en place de marchés de producteurs ou de marchés paysans (qui donnent une meilleure visibilité aux producteurs.trices locaux), une politique communale de soutien à l'installation, le soutien à la mise en place d'outils de transformation collectifs (ateliers de découpe, de transformation, fromageries...), un contexte institutionnel favorable à une plus grande part de produits bios et locaux dans la restauration collective (blocages à lever, initiatives réussies à reproduire, comme la formation des cuisiniers, le partenariat entre la ville de Briançon et Echanges paysans...).
- L'équipe** du projet Agroécologie pourra **apporter des éléments de compréhension ou jouer un rôle de facilitation** dans la mise en œuvre de politiques alimentaires locales favorisant la relocalisation, l'accès à des produits de qualité pour les foyers les plus démunis, la juste rémunération des producteurs, le développement des circuits courts, l'accès au foncier pour des porteurs de projet agricole, etc....
- **Travail d'écriture et d'analyse graphique des données** en direction de différents publics (paysan.ne.s, chercheur.e.s, collectivités...) et **création d'un site Internet**

L'originalité de la démarche

- **Analyse dynamique et systémique du système alimentaire** existant, avec une compréhension des enjeux et des rapports de force dans les filières, tout en se focalisant sur les « segments » du système alimentaire sur lesquels on peut agir le plus facilement (marges de manœuvre) et sur des initiatives existantes en matière de relocalisation (renforcer les marchés paysans, soutenir les abattoirs de proximité, etc...)
- La **compréhension et la prise en compte des rapports de force** (que les démarches classiques de diagnostic portées par des collectivités tendent à ignorer) est essentielle pour

savoir où mettre son énergie – dans la construction de systèmes et circuits alternatifs avec les acteurs du territoire qui sont déjà dans cette logique (associations de consommateurs, Echanges paysans, groupes d'éleveurs investis dans les abattoirs de proximité, mairies proactives sur le bio et local dans les cantines, collectivités (ex : le Parc du Queyras est en train de formuler un projet de PAT sur 2 axes : justice alimentaire et éducation à l'alimentation).

- Contribuer à une sorte de **masse critique d'acteurs qui travaillent en direct sur la relocalisation** (plutôt que de dépenser de l'énergie à tenter de changer le fonctionnement des filières longues et les rapports de force qui s'y jouent).
- Et en parallèle, **renforcer les contre-pouvoirs**, les groupes de paysan.ne.s qui s'organisent pour retrouver la maîtrise des filières et des outils, soutenir les initiatives allant dans le sens de l'agroécologie : soutien à des dynamiques collectives paysannes pour **renforcer les paysan.ne.s dans leurs envies d'action collective**, et dans leurs capacités d'action, d'analyse, d'organisation, dans leurs initiatives pour **influer collectivement sur les politiques publiques locales en matière d'agriculture**, d'accès au foncier, de production alimentaire, de développement des circuits courts
- **Place importante donnée aux femmes dans les actions et dans les prises de décision.**

Les éléments-clés de la « réussite » du projet :

- Mise en place d'un dialogue paysan-chercheur dans la durée (pas toujours facile !)
- Mobilisation d'acteurs divers au sein de l'équipe-projet (paysans et paysannes, une chercheuse, un représentant d'une association de consom'acteurs, un chargé de mission au département...)
- Diversification des financements (au départ Fondation de France puis ADEME , Région, DRAAF...)
- 4 stagiaires sur 3 ans (dont 3 Master 2) – mais attention, l'encadrement des stagiaires est aussi très chronophage !
- Dimension recherche qui donne une « crédibilité » au projet, du point de vue des financeurs du moins, et dimension expérimentale, transversale, participative qui intéresse, globalement

Les difficultés rencontrées :

- Projet complexe, multi-dimensionnel, alliant recherche et action : démarche expérimentale, le « processus est en soi un résultat » : pas facile à comprendre, à saisir, cela demande d'accepter de ne pas toujours savoir où l'on va, ni quels vont être les résultats
- On s'écarte sensiblement du cadre opérationnel habituel de la Confédération paysanne (ou de l'image véhiculée sur la Conf'...) pour aller vers la construction d'une alternative ancrée sur un territoire : cela demande du temps pour la compréhension et l'appropriation de la démarche par les paysan.ne.s impliqué.e.s dans le projet
- « Turn-over » assez important de paysan.n.es dans l'équipe-projet au cours des trois dernières années, peut-être en raison d'un manque de « lisibilité » sur les « résultats » du

projet. Turn-over qui a été au final une richesse plus qu'une contrainte, de par la diversité des personnalités et du parcours des personnes impliquées

- Grand écart entre l'animation et la recherche pour la chercheuse impliquée, avec des responsabilités multiples (gestion globale du projet, communication, co-animation des groupes, encadrement des stagiaires, recherche de financements, développement des partenariats recherche...)
- Manque de temps du côté de l'ADEAR (animatrice) pour s'investir dans les actions, le suivi, la communication
- La communication sur le projet a été un peu négligée (manque de compétences et de temps en interne) mais l'équipe-projet s'attache aujourd'hui à développer un volet communication. Un travail d'écriture et de mise en forme des données est en cours, et une restitution aura lieu durant le premier semestre 2018 pour améliorer la visibilité du projet et partager des éléments sur la démarche, les résultats et les perspectives.